

FAITS & DOCUMENTS

LETTRE D'INFORMATIONS CONFIDENTIELLES D'EMMANUEL RATIER

SOMMAIRE

N° 104 50 F

1^{er} au 15 février 2001

- PORTRAITS : Les Douze et l'Algérie(3) (p.1-2)
- POLITIQUE : (p.3-4-7)
- LOBBIES : (p.5-9)
- DOSSIER : Relations franco-autrichiennes (p.6)
- ETRANGER : (p.8)
- KIOSQUE : (p. 10-11)
- POLITIQUEMENT INCORRECT : (p.12)

INDEX

Antony B.p.7	Hitler A.p.12
Arnault B.p.3	Jospin L.p.3/4/6/7
Balladur E.p.7	Lang F.p.11
Baudis D.p.3	Léotard F.p.3
Bauer A.p.9	Le Pen J.-M.p.7
Blake W.p.11	Maher H.p.8
Blondel M.p.4	Mamère N.p.7
Boudarel G.p.2	Massoni P.p.9
Bush G.W.p.8	Messier J.-M.p.3
Carrel A.p.4	Millon C.p.3
Chirac J.p.4/6/7	Mitterrand F.p.2
Clinton B.p.8	Papon M.p.2/5
Colonna Y.p.5	Pasqua C.p.4
Douste-Blazy P.p.7	Robert A.p.5
Drucker A.p.3	Roy C.p.2
Drucker J.p.3	Santini A.p.4
Dumas R.p.3	Sarkozy N.p.4
Emmanueli H.p.7	Séguin P.p.7
Fontaine N.p.7	Sidos P.p.11
Gates B.p.8	Sirven A.p.10
Giovannai S.p.9	Thibon G.p.10
Gorbatchev M.p.8	Vedrine H.p.6
Haider J.p.6	Von Salomon E.p.10
Harriri R.p.4	Voynet D.p.7
Heydrich R.p.12	Wade A.p.8
Himmler H.p.12	Wolf M.p.12

PORTRAITS LES DOUZE ET L'ALGÉRIE⁽³⁾

Voici la suite des portraits des douze « grands témoins » qui appellent à la « repentance » quant à la torture durant la guerre d'Algérie. (1)

1. Premiers articles parus dans F&D 102 et 103. A noter la très intéressante libre opinion, *Guerre d'Algérie : contes et légendes du PCF*, d'un autre « porteur de valises », Claude Glayman, ancien communiste qui fut déserteur en 1960 et se réfugia en Suisse puis en Italie où il organisa des filières d'évasion pour le FLN (dans *Le Monde*, 3 janvier 2001) : « C'est en mars 1956 que le PCF vote les pouvoirs spéciaux réclamés par le gouvernement Guy Mollet [...] Le principal slogan du PCF a durablement désigné "la paix en Algérie" comme objectif prioritaire tandis que l'indépendance n'était guère mentionnée [...] Le PCF a surtout défendu le FLN algérien à partir de 1962, à partir des accords d'Evian et de l'indépendance en juillet de cette même année. C'est-à-dire à un moment où le FLN s'est définitivement transformé en un appareil d'Etat monolithique, en un parti unique, totalitaire, à l'image des applications de la "vulgate marxiste" dans les pays du socialisme réel" [...] Une minorité de Français se sont mépris sur ce "pseudo-socialisme" algérien, dont l'auteur de ces lignes. »

- Alban Liechti. Dans notre précédent n°, faute de disposer de documentation sur ce signataire, nous n'avions donné aucun renseignement biographique. Nous en avons trouvé dans le nouveau *Dictionnaire historique et biographique de la Guerre d'Algérie* de Jean-Louis Gérard (cf p. 10). Sur le point de partir, le 2 juillet 1956, comme appelé au 5^e régiment du Génie, ce jeune militant communiste de Sèvres écrit au président de la République René Coty son refus de prendre les armes contre « le peuple algérien en lutte pour son indépendance ». Il lance alors une pétition réclamant le cessez-le-feu, qui, signée par une trentaine d'autres appelés, sera envoyée au président du Conseil. Arrivé à Alger, il refuse de prendre les armes. Traduit devant le tribunal militaire le 19 novembre 1956, il sera condamné à deux années d'emprisonnement pour refus d'obéissance « en temps de paix ». Au bout de ces deux ans, il refuse à nouveau de faire la guerre en Algérie. Il écrit alors au général De Gaulle, nouveau président de la République, le 3 mai 1959. Condamné le 26 mai 1959 à deux nouvelles années de prison, il est libéré en mars 62, puis amnistié.

- Laurent Schwartz (mathématicien, président du comité Audin). Cet enseignant, né le 5 mars 1915 à Paris est le fils du chirurgien « juif d'origine alsacienne » (*Dictionnaire des intellectuels français, Jacques Julliard & Michel Winock*, Seuil, 1996) Anselme Schwartz et de Claire Debré, fille du rabbin Simon Debré (il est donc le cousin germain de Michel Debré). Issu d'un milieu conservateur, il épousera la mathématicienne Marie-Hélène Lévy. Docteur ès sciences mathématiques et agrégé de mathématiques (1937), ce normalien a

obtenu la plus haute distinction, la médaille Fields (le Nobel des mathématiciens), en 1950, pour la découverte de la théorie des distributions. Il travaillera pendant la guerre à Clermont-Ferrand et c'est là, durant l'Occupation, qu'il soutiendra sa thèse. Il sera par la suite rayé des cadres de l'enseignement supérieur mais demeurera attaché de recherches au CNRS (et sera financé par Michelin). Son premier enfant naîtra en 1943. « Mes parents étaient athées, je l'étais aussi et je ne me suis jamais senti juif... Toutefois, nous le sommes tous devenus un peu depuis la Shoah » écrit-il dans ses mémoires. Lauréat de l'Institut (dont il est membre depuis 1975), il a enseigné les mathématiques à Nancy et Paris, notamment à l'Ecole polytechnique (1959-1960, puis révoqué provisoirement par Pierre Messmer, alors ministre des Armées, et 1963-1983). Président du Comité national d'évaluation des établissements à caractère scientifique, culturel et professionnel, de 1985 à 1989 (après avoir dressé l'état de l'éducation nationale dans la Commission du bilan de 1981, dont les conclusions provoquèrent de vives protestations des syndicats d'enseignants de gauche. « J'ai souffert d'être obligé de constater les faiblesses de mes amis », *Le Monde*, 19 janvier 1982), ce spécialiste du calcul différentiel et intégral et de la topologie est l'une des sommités mondiales en mathématique. Il a signé de nombreux articles et ouvrages sur cette science. Cet élitiste marxiste (qui dénonce l'« égalitarisme de pacotille ») s'est toujours prononcé pour une stricte sélection à l'université, signant notamment *Pour sauver l'université* (1984) et *L'Enseignement victime de l'égalitarisme* (*Esprit*, 1991). Proche du syndicat FO des fonctionnaire

(Suite page 2)



SHOUT
SHARE IT



(Suite de la page 1)

PORTRAIT

(noyauté par le PCI), il a dénoncé le Syndicat national des instituteurs d'avoir « sacrifié son idéal de formation des maîtres dans un but de puissance politique et sociale ». En parallèle, il a conduit une carrière politique très militante, en partie retracée dans ses mémoires, *Un mathématicien aux prises avec le siècle* (Odile Jacob, 1997). Sans jamais adhérer au Parti communiste (en raison des procès de Moscou en 1936), il devait en effet adhérer aux thèses trotskystes à l'Ecole normale supérieure, dans un mouvement qui n'utilisera pourtant le mot « juif » qu'une seule fois en six ans d'Occupation. Il sera candidat du Parti communiste internationaliste aux élections législatives de 1946, puis quittera officiellement la mouvance lambertiste deux ans plus tard, tout en en restant très proche. Ce qui posera quelques problèmes quand il sera invité aux Etats-Unis en 1950 (son visa lui sera refusé). « J'ai gardé du trotskisme deux attachements sur lesquels je n'ai pas bougé d'un pouce : l'internationalisme et l'anticolonialisme (*L'Humanité*, 1^{er} juillet 1997). » Il adhèrera à la Nouvelle Gauche, puis rejoindra, à sa fondation, le Parti socialiste unifié. En 1960, il présidera l'assemblée du PSU d'Issy-les-Moulineaux qui consacrera la fusion du Parti socialiste autonome et de Tribune du communisme. Durant la guerre d'Algérie, il soutiendra Messali Hadj et le Mouvement national algérien, adversaire du FLN (et qui sera décimé par lui). « Ses convictions s'expriment dans la lutte contre les guerres coloniales. Indochine, puis Maroc et Tunisie, enfin la guerre d'Algérie (*Dictionnaire des intellectuels*, op. cité). » Signant dans les magazines lambertistes *La Commune* et *La Liberté*, ainsi que dans *Vérité-Libertés*, il rejoint le Comité des intellectuels contre la poursuite de la guerre en Afrique du Nord et le Comité Maurice Audin, du nom de ce militant pro-FLN qui avait été son élève et dont il dirigera la soutenance de thèse *in absentia*. Signataire de l'Appel des 121, ce qui entraînera sa révocation (temporaire, aucun enseignant n'ayant accepté de lui succéder) de professeur à Polytechnique, il coanimera, entre autres, la Ligue d'action pour le rassemblement antifasciste en 1961. Il sera, avec le journaliste Robert Barrat, l'avocat Yves Deschezelles, le directeur de *France-Observateur* Claude Bourdet, l'épouse du journaliste communiste Henri Alleg, Claude Estier de *Libération*, l'écrivain Claude Roy et quelques autres l'un des principaux animateurs du Centre d'information et de coordination pour la défense des libertés, qui édita le bulletin *Témoignages et Documents* sur la guerre d'Algérie, qui sera maintes fois saisi en raison de ses attaques contre l'Armée. Par la suite, il va présider le Comité Vietnam National et sera le principal animateur du Front Solidarité Indochine. En 1968, celui qui « n'a manqué aucune prise de position en faveur des "grandes causes humanitaires" tiers-mondistes ou pacifistes » (*Le Spectacle du monde*, juillet 1987) rejoint évidemment la contestation. Signataire de multiples pétitions inspirées par les trots-

kystes (Alliance des jeunes pour le socialisme, le syndicaliste bolivien Victor Lopez Arias, le psychiatre soviétique Semion Glouzman, le Chilien Edgardo Enrique Espinosa du MIR, le tchécoslovaque Jiri Müller, etc.), il sera président du Comité de soutien à Léonid Plioutch, avec Michel Broué et Henri Cartan. Ce « mandarin de gauche » devait signer la pétition de 1985 en faveur de Luc Tangore, violeur récidiviste, puis apportera son soutien, en 1991, au commissaire politique du Viet Minh Georges Boudarel, évoquant son « lynchage médiatique » (cf *Le Nouvel observateur*, 7 mai 1991). Encore en 1999, il a signé la pétition en faveur des détenus d'Action directe et la demande de régularisation de tous les immigrés clandestins (*Le Figaro*, 5 octobre 1997).

- **Germaine Tillon** (ethnographe, résistante, auteur de *L'Afrique bascule vers l'avenir*). Cette ethnologue, née le 30 mai 1907 à Allègre (Haute-Loire) est la fille d'un juge de paix et homme de lettres et d'une historienne d'art (contrairement à certaines légendes, elle n'a aucun rapport avec l'ancien responsable communiste Charles Tillon, qui ne s'orthographie même pas de la même manière, qualifié souvent de « cousin »). Elle ne s'est jamais mariée et n'a pas eu d'enfants. Licenciée ès lettres, diplômée de l'Ecole pratique des hautes études, de l'Ecole du Louvre et de l'Ecole nationale des langues orientales vivantes, cette élève de Marcel Mauss et de Louis Massignol débuta sa carrière par des missions ethnographiques dans les Aurès (1934 - mai 1940). Avec les colonels de La Rochère et Hauet, elle organise, dès octobre 1940, un noyau de résistance qui se greffera sur le réseau du Musée de l'homme, dont elle deviendra le chef (avec le grade de commandant). Arrêtée le 13 août 1942, elle fut déportée en Allemagne d'octobre 1943 à avril 1945 (elle rencontrera à Ravensbrück Margaret Buber-Neumann, précédemment prisonnière au goulag). Elle est Grand-Croix de la Légion d'honneur, croix de guerre 39-45, rosette de la Résistance. Par la suite, ce témoin à Nuremberg consacrera une dizaine d'années à l'étude des crimes de guerre allemands et aux camps de concentration soviétiques (avec David Rousset, elle participe, en 1951, à la commission d'enquête - privée - sur les crimes de Staline). En 1954, elle retourne en Algérie, pour une enquête sociale, sur recommandation de François Mitterrand, puis, de février 1955 à mars 1956, sera chargée de mission au cabinet de Jacques Soustelle, résident en Algérie nommé par Mendès France (ce qu'elle omet de signaler au *Who's Who*), lançant les centres sociaux de scolarisation et d'éducation. « Son appartement à Saint-Mandé devient le rendez-vous de tous les militants de la paix en Algérie, indique *Libération* (3 février 2000). Elle multiplie les appels contre la torture et repart en Algérie en 1957 dans le cadre d'une très officielle Commission d'enquête internationale sur les prisons françaises. » Elle ne sera jamais toutefois un « porteur de valises » pour le FLN. A

son retour, elle publie *L'Algérie en 1957* (Editions de Minuit de Jérôme Lindon, 1957), où, elle conclut à la nécessité d'une entente entre les opposants et à la future indépendance. Dans *Les Ennemis complémentaires* (Minuit), elle dénoncera le terrorisme, la torture et l'enchaînement des deux processus. Ses relations demeurent suffisamment étroites avec le milieu gaulliste pour qu'elle soit appelée, en 1959, au cabinet du ministre de l'Education nationale André Boulloche, où elle développera l'enseignement dans les prisons (également omis au *Who's Who*). En 1957, elle a obtenu la chaire d'ethnographie du Maghreb à l'Ecole pratique des hautes études (dont elle est retraitée depuis 1977). Dans les années 70-80, elle sera à la pointe du combat antirévisionniste (elle assure notamment dans *Ravensbrück* qu'il y eut une chambre à gaz homicide dans ce camp, avec des annexes d'Anise Postel-Vinay et Serge Choumoff dans la dernière édition de 1988). Elle a également signé *A la recherche de la vérité*, *Le Harem et les cousins*, *Deux terrorismes face à face*, *Il était une fois l'ethnographie* (dédié aux « demi-Maghrébins, demi-Franciliens »), etc. Après avoir signé avec elle, *La Traversée du mal : entretiens* (Arléa, 2000), Jean Lacouture vient de lui consacrer une biographie, *Le Témoignage est un combat, une biographie de Germaine Tillon* (Seuil, 2000). Voir aussi *Esprit*, dossier n°2, *Les Vies de Germaine Tillon*. Elle a appelé à la libération de Maurice Papon (*Le Figaro*, janvier 2001).

- **Jean-Pierre Vernant** (historien, résistant). En réalité philosophe et historien par raccroc. Né le 4 janvier 1914 à Provins (Seine-et-Marne), ce rejeton de la bourgeoisie laïque et républicaine est le fils de Jean Vernant (tué au feu en 1915), qui dirigea *Le Briard*, le journal de gauche (et dreyfusard) de Seine-et-Marne, fondé et dirigé précédemment par son grand-père, et d'Anne Heilbron. Il a épousé Lida Nahimovitch en novembre 1939 (militante communiste comme son mari, c'est elle qui coordonna la traduction française des œuvres de Staline aux Editions sociales). Après des études secondaires aux lycées parisiens Carnot puis Louis-Le-Grand (il fait déjà le coup de poing contre les Camelots du Roi), il entre à la Sorbonne. Il rejoint d'abord la Ligue d'action universitaire républicaine et socialiste en 1931 puis les Jeunesses communistes l'année suivante (Philippe Robrieux, dans son *Histoire intérieure du Parti communiste* donne 1931) : « A l'époque, le quartier Latin est le théâtre de manifestations quotidiennes de l'Action française et des Jeunesses patriotes, qui s'en prennent "aux métèques et aux juifs" [...] J'en viens très vite à l'idée que les communistes sont les plus capables de s'opposer à ce que je déteste le plus au monde. Les antisémites me mettent dans une rage épouvantable. Je suis alors communiste partisan d'une ligne "classe contre classe", une ligne antisocialiste, anti-unitaire (*L'Evénement du jeudi*, 26 septembre 1996) ».

(La fin au prochain numéro)



POLITIQUE

► Un livre contient-il les secrets de l'affaire Elf-Aquitaine? C'est ce que demandent la police, les services secrets français et la justice depuis qu'ils ont découvert qu'un roman à clés multiples, totalement passé inaperçu lors de sa sortie, en 1997, Message COFACE à Pékin de Rémi Géoïe (collection Sombres Climats, aux Editions Climats), en retrace le déroulement. Voilà ce qu'indique la 4^e de couverture : « Un représentant de la Coface est assassiné, alors qu'il était sur le point de mettre à jour les compromissions de citoyens français avec des comploteurs chinois. » Aussi bien Roland Dumas que Christine Deviers-Joncour ou Pierre Falcone et sa société, la Brenco, y apparaissent sous des pseudonymes.

► L'intérêt de l'ouvrage est qu'il a été écrit par un orfèvre en la matière... mais qui n'est plus là pour parler. En l'occurrence, sous Rémi Géoïe se dissimule Thierry Imbot, fils du général René Imbot (qui fut directeur général de la DGSE de 1985 à 1987) et ancien « résident » à Pékin puis à Taïwan des services secrets français (qui fut donc mêlé de très près aux « frégates de Taïwan »). Retrouvé défenestré le 10 octobre 2000, il était marié, depuis 1994, à Susan Toffler, journaliste à l'International Herald Tribune (qui a publié un très long entretien, le 13 octobre, avec l'ancien directeur de cabinet de l'amiral Lacoste, le colonel Pierre Léthier, actuellement en Suisse et impliqué dans le dossier Elf-Aquitaine). Mort accidentellement selon la police, il était consultant depuis 1996 de Brenco, la société de négoce et d'armements de Pierre Falcone.

► C'est la journaliste Christine Mital, du Nouvel observateur, qui aurait largement guidé la plume de Jean-Marie Messier, PDG de Vivendi-Universal, pour J6M.com (Hachette). En revanche, comme Yves Messarovitch, ancien responsable des « pages saumon » du Figaro, qui a collaboré avec Bernard Arnault, pour La Passion créatrice, Jean Bothorel, ancien du Matin de Paris, du Figaro, et qui anima l'éphémère lettre La Droite de Charles Millon, devrait être le coauteur officiel du livre d'Ernest-Antoine Seillière de Laborde, président du Medef, à paraître prochainement.

► Candidat en 35^e place sur la liste de la gauche plurielle conduit par Jean-Marc Ayrault à Nantes, Me Dominique Raimbourg est le fils de l'acteur Bourvil. En 43^e place apparaît Jean-Louis Jossic, leader du groupe de musique celtique Tri Yann.

► Depuis la fin de l'année dernière a été créée, au sein de la Sous-Direction des affaires économiques et financières de la Préfecture de police de Paris, le 4^e Cabinet de délégation judiciaire a été remplacé par une Brigade des Affaires sanitaires et des Libertés publiques, au sein de laquelle existe une sous-section notamment chargée de la lutte contre les menées racistes, xénophobes, antisémites, le révisionnisme (et procès de presse pour ces motifs), etc. Cette sous-division, qui traite également de la presse et de l'audiovisuel, des associations et des sectes, des élections et des manifestations, est animée par le commandant Modica, la capitaine Ivanovsky, les lieutenants Foll, Vandeven, Chacun et Gay.

► Dans le XVII^e arrondissement de Paris, Les Verts ont trouvé un moyen original de respecter la loi sur la parité : ils ont choisi un transsexuel comme tête de liste, Camille Cabral, médecin d'origine brésilienne comptabilisé parmi les hommes alors qu'il présente nombre des attributs féminins.

► L'ancien ministre de la Défense PR François Léotard laisse entendre qu'il obtiendrait prochainement une ambassade, le Premier ministre Lionel Jospin le lui ayant promis.

► Directeur de Politique internationale, le journaliste Patrick Wasjman, qui fut conseiller de François Léotard, pourrait succéder à Dominique Baudis, comme président du comité éditorial du Figaro.

► A la suite de notre portrait de Jean Drucker (F&D 101), l'un de nos abonnés nous a envoyé un document étonnant. Il s'agit d'une note dactylographiée d'une douzaine de feuillets, datée du 5 septembre 1944, signée par Emmanuel d'Astier de La Vigerie, ministre de l'Intérieur du gouvernement provisoire. Adressée au secrétaire général de l'Association des banquiers, elle demande de bloquer les comptes bancaires des journaux et organisations collaborationnistes ainsi que d'un certain nombre de personnes. Nous reproduisons la première page et un extrait, espérant qu'un historien de la période pourra répondre à la présence parmi eux d'Abraham Drucker.

LE MINISTRE DE L'INTERIEUR

À Monsieur le Secrétaire Général de
l'Association des Banquiers

J'ai l'honneur de vous confirmer la conversation que nous eue hier soir et vous prie de trouver ci-joint une première liste de personnes dont les comptes doivent être bloqués

Il conviendra de bloquer parallèlement les comptes de tous les membres de la Milice, de la L.V.F., des Waffen SS, les comptes de tous les journaux ayant perçu jusqu'à la libération ainsi que tous les comptes des militaires notoires des :

- R.N.P.
- P.F.F.
- Francisme
- Rassemblement National Révolutionnaire,
- Mouvement Social Révolutionnaire
- Parti National Collectiviste,
- C.O.S.I.
- Association des Amis des travailleurs Français en Allemagne
- Fédération des Associations des Amis Travailleurs Français en Allemagne
- Association des Anciens Combattants de la L.V.F.

Dans les cas douteux, il sera bon que les banquiers intéressés sursejoient à toutes opérations et prennent leurs renseignements

Pour PARIS au Ministère de l'Intérieur auprès de M. le Directeur Général de la Sécurité Nationale.

En PROVINCE, auprès des Préfets

Je vous serais reconnaissant de les encourager à prendre des initiatives à cet égard.

Le Ministre de l'Intérieur
signé : Emmanuel d'ASTIER

BONNET SAINT-GEORGES Gilbert, Sous-Préfet hors cadre, chef adjoint du Cabinet de H. BOUFFET, dt 2, quai de Gesvres.
VILLAUME Georges, Directeur du Personnel à la Préfecture de la Seine
Dt 17 Allées des Bosquets au RAINCY
CORNILLAT Marcel, Conseiller Municipal de Paris, dt 164 rue du Faubourg St-Honoré.
MIRET Paul, Secrétaire Général de l'Assistance Publique, demeurant 3 Place de l'Hotel de Ville
CHERON Lucien, Magistrat au Ministère de la Justice demeurant 142 Boulevard Berthier
MARCOVICI Isidore, Docteur en médecine, demeurant 15 Rue du Colonel Loll.
DRUCKER Abraham, Docteur en médecine, demeurant à ST-SEVERE (Calvados)
BESSIÈRE Raymond, Juge au Tribunal de Commerce de la Seine - demeurant 8 rue de la Grande Batelière
DEIT Marcel, professeur, demeurant 170 Boulevard Ney - PARIS.
HERICAULT Edmond, Directeur au Ministère des finances demeurant 87 Avenue Henri Martin.
CASILLAZ François, Conseiller Municipal, demeurant Bd Poniatowski
LE GUEN Julien, chef de Cabinet, 64 Rue de Monceau, PARIS.
MARTEL Arsène, Maire du 19^eme arrondissement, ancien Commissaire de Police, demeurant rue Leynadier

POLITIQUE

★ Faisant fi du principe de neutralité laïque cher à la République, le service de presse de l'Assemblée nationale a sorti une carte de vœux 2001 à forte connotation anticléricale.

Notre père qui êtes aux cieux
Restez-y
Et nous nous resterons sur la terre
Qui est quelquefois si jolie.

Jacques Prévert

Jacques Prévert
(1900-1977)

► La Ligue communiste révolutionnaire a inauguré, le 17 janvier, son nouveau local de 800 m², rue Taine dans le XII^e arrondissement. Acheté 5 millions de F, il a été entièrement remis à neuf et aménagé, avec librairie, café et imprimerie. Le mouvement trotskyste d'Alain Krivine doit présenter environ 60 listes « 100% à gauche » et en soutiendra une vingtaine d'autres aux prochaines élections municipales.

► Chiffres confidentiels car non encore publiés des interpellations d'étrangers en situation irrégulière à Paris en 2000 : sur 3 500 interpellés (seulement), 2728 ont été relâchés et 839 reconduits à la frontière (ce qui met Paris en tête des reconduites par département en France).

► Le Premier ministre libanais **Rafik Hariri** effectuera une visite officielle de deux jours en France, les 14 et 15 février, à l'invitation tant de son vieil ami **Jacques Chirac** (qu'il a financé) que du Premier ministre **Lionel Jospin**. Cet entrepreneur multi-milliardaire contrôle à Paris Radio-Orient qui s'est fait récemment taper sur les doigts par le CSA pour quelques virulentes sorties antisionistes à propos de la répression antipalestinienne en Israël. La radio fait en outre l'objet d'une plainte pour « incitation à la haine raciale » pour avoir diffusé, le 27 octobre, le prêche de l'imam de la Mecque appelant les musulmans « à tuer des juifs partout dans le monde ».

► Président du conseil général des Hauts-de-Seine, **Charles Pasqua**, qui s'attend à des « retours de bâton » dans les affaires actuelles (HLM des Hauts-de-Seine, marchés africains, financement de la liste européenne RPF), prépare soigneusement sa succession. Selon le scénario (qui pourrait être accéléré en cas d'inculpation), il céderait dans trois ans son fauteuil à **André Santini**, député-maire UDF d'Issy-les-Moulineaux qui ne se représente pas aux prochaines élections municipales. Cédant la place à son bras droit, il sera en revanche candidat dans le canton d'Issy-Ouest. Cet accord « entre Corses » a été facilité par la vieille rancune qu'entretient l'ancien ministre de l'Intérieur envers **Nicolas Sarkozy de Nagy-Bocsa**, qui lui avait raflé la mairie de Neuilly, en 1983, à la mort d'**Achille Peretti**.

► C'est **Jean-Claude Mailly** qui devrait succéder, au prochain congrès de Force ouvrière, à **Marc Blondel**. Assistant de ce dernier, Mailly, salarié de la Sécurité sociale, est considéré comme très proche du Parti des travailleurs (trotskystes lambertistes).

✎ Onze députés d'opposition viennent de signer une proposition de loi afin de fixer la date de la fin des hostilités en Algérie au 19 mars 1962 (alors même que plus d'Européens ont disparu après qu'avant). Il s'agit de **Jean-François Choizy** (FD, Loire), **Pascal Clément** (DL-Loire), **Michel Voisin** (FD-Ain), **François Rochebloine** (FD-Loire), **Alain Moyne-Bressand** (DL-Isère), **Jacques Le Nay** (FD-Morbihan), **Jean-Pierre Foucher** (DL-Hauts-de-Seine), **Georges Colombier** (DL-Isère), **Léonce Deprez** (UDF-Pas-de-Calais) et **Christian Martin** (FD-Maine-et-Loire). Seul ce dernier a fait savoir au quotidien *Présent* qu'il avait été manipulé et avait signé « sans réfléchir ».

► 335 cadres nationalistes, en général issus du Front national de la jeunesse ou du Mouvement national de la jeunesse, viennent de signer l'appel de la Coordi-Nation (c/o Résistance, BP 60426, 44004 Nantes cedex 1) appelant à une trêve entre le FN et le MNR à l'occasion des élections municipales.

EN HAUSSE



EN BAISSSE

● **Aéro-Journal**. L'éditorial du n° de janvier de cette revue de « fanas » de l'aviation mérite d'être cité : « Certains nous traitent de révisionnistes donnant une part trop belle à Vichy et aux petites croix noires, d'autres nous qualifient de germanophobes [...] Ce que l'on attend d'un historien, n'est-ce pas précisément, d'être d'une certaine façon "révisionniste" ? Certains croient-ils que l'on peut écrire l'histoire uniquement en recopiant les communiqués du haut-commandement ? Derrière la propagande se cache une réalité qui ne fait pas plaisir à tout le monde. Le fait de se retrouver dans le camp vainqueur ne peut pas tout excuser. *Vae Victis*, sur le plan militaire et économique, possible. Cependant, sur le plan historique, on ne peut se satisfaire d'une vision aussi simpliste des événements. »

● **Momes.net**. Ce site spécialisé pour les enfants sur Internet (recommandé par la plupart des annuaires, au titre des « premiers pas sur l'Internet ou l'internet pour les enfants ») a présenté pendant plusieurs mois les paroles intégrales, sexistes, racistes, pornographiques et dégradantes de *Brigitte, femme de flic*, « tube » de Ministère Amer, présenté sur le site comme « l'un des plus grands groupes de rap français ». Il a fallu une campagne du forum Vexilla Regis pour que ces textes orduriers soient finalement retirés.

● **La mairie de Ste-Foy-les-Lyon**. Installé « Esplanade nationale » à Ste-Foy-les-Lyon, sa ville natale, le buste en bronze d'**Alexis Carrel**, prix Nobel de médecine démonisé par Ras l'front, a disparu depuis le mois d'août, sans entraîner la moindre réaction ou plainte de la municipalité.

LOBBIES

★ L'un des principaux hebdomadaires portugais, *O Independente* (12 janvier) a publié un article détaillé du journaliste d'investigation **Carlos Teotonio Pereira** sur le scandale des ventes d'armement à l'Angola, assurant que le président de l'Angola, **José Eduardo dos Santos**, appartient à la Grande Loge nationale française, tout comme **Jean-Christophe Mitterrand** et **Igor Gaïdamak**.

► A quelques semaines des municipales, après avoir auditionné le PS **Bertrand Delanoë**, les loges du B'nai B'rith, à l'initiative de la loge France (la première loge française, longtemps présidée par **Jean Pierre-Bloch**), ont reçu, le 24 janvier, le maire de Paris **Jean Tiberi**. La réunion était présidée par **Yves Kamami**, président du B'B' de France, et **Thierry Lachkar**, « modérateur ». Le maire de Paris, bien que bienfaiteur de la communauté juive, y a été mis en accusation pour avoir fait d'une part figurer en seconde place dans le XVI^e arrondissement, **Marie-Thérèse Junot**, épouse du sous-préfet de Pithiviers durant l'Occupation, d'autre part concédé la tête de liste dans le XII^e arrondissement à **Alain Robert**, président du RPF de **Charles Pasqua** dans la capitale, mais cofondateur d'Occident, du Gud, d'Ordre nouveau puis premier secrétaire général du Front national.

► Parlant d'« erreurs de jeunesse », **Alain Robert** a fait repentance dans *Actualité juive* (25 janvier), assurant : « Je comprends que la communauté juive ait des choses à me reprocher. »

► Se présentant comme une « organisation humanitaire », le B'nai B'rith de France a été l'une des organisations les plus virulentes contre l'éventuelle libération de l'ancien ministre **Maurice Papon**. Il « s'oppose avec la plus grande détermination à tout élargissement anticipé de M. Papon [...] Des centaines de juifs de la région bordelaise, âgés ou en bas âge, sont partis vers une mort certaine, victimes de la collaboration de M. Papon avec les nazis. Comment leurs familles pourraient-elles admettre aujourd'hui la mise en liberté de celui qui a signé leur arrêt de mort ». Autant d'éléments exagérés puisque Papon n'a été condamné à dix ans de réclusion que pour « complicité de crimes contre l'humanité ».

► Créée à l'initiative d'associations laïques, une nouvelle statue du **Chevalier de La Barre** (la première avait été fondue durant l'Occupation) sera inaugurée le 24 février au square Nadar (Paris XVIII^e). La mise en place du bronze par l'association Le Chevalier de La Barre, a été autorisée par la mairie de la capitale.

► Le Conseil représentatif des institutions juives de France (CRIF) a acheté pour 300 000 F une pleine page de publicité dans *Le Monde* du 18 janvier, titrée Israël doit-il se suicider ?

► A la suite de l'adoption par l'Assemblée nationale, en première lecture, d'une nouvelle loi « anti-sectes » le 22 juin 2000, le secrétaire du service national Pastorales, sectes et nouvelles croyances, Mgr **Jean Vernet**, vient de publier une note critique, où il suggère la création d'un observatoire indépendant et la suppression du « délit de manipulation mentale ».

► Le *Figaro* (15 janvier) a consacré un article aux prochaines élections municipales à Tours, estimant qu'elle « serait la première ville maçonnerie de province avec quelques six cents frères et cinq loges ». Il s'agit selon nous d'une erreur, cette moyenne étant atteinte dans de nombreuses villes de France.

► La Grande Loge de France vient de passer une « convention administrative et judiciaire » avec la Grande Loge féminine de France et l'Association française du Droit humain. Il s'agit d'un accord d'échange des noms et qualités des frères et sœurs des différentes obédiences, ainsi que les noms de tous les profanes sollicitant leur initiation, ainsi que de ceux qui sont ajournés, sanctionnés ou exclus.

► Le *Figaro* (5 janvier) a annoncé la création par le Carrefour de l'amitié, la fraternelle la plus huppée de Paris, d'une association plus ouverte sur la « société civile », le Forum de la fraternité universelle. Son président, **Jacques Doucet**, ancien commissaire divisionnaire et ex-Grand Maître provincial pour l'Île-de-France de la Grande Loge nationale française, a aussitôt envoyé un fax de démenti, assurant qu'il s'agissait de l'« initiative personnelle d'un petit groupe exclusivement parisien » (en l'occurrence issu de la Grande Loge nationale française).

► Précisions sur **Jean-Charles Foellner**, qui a pris le contrôle, pour le compte de la Grande Loge nationale française, de la région Alpes-Méditerranée, impliquée dans des scandales à répétition (F&D 103). Âgé de 57 ans, cet ancien brasseur alsacien installé au Luc-en-Provence (Var) a été administrateur de l'Union patronale du Var de 1973 à 1999 et membre élu de la Chambre de commerce et d'industrie du Var de 1992 à 1995. Chevalier de la Légion d'honneur et de l'Ordre national du mérite, celui qui est aujourd'hui Grand Député Maître de la GLNF passe pour le dauphin de l'actuel Grand Maître **Claude Charbonniaud**, à qui il pourrait succéder en 2002.

► Par ailleurs, **Bernard Merolli**, qui a démissionné, à la suite de son inculpation, du poste de Grand Maître provincial de la Grande Loge nationale française pour la région Alpes-Méditerranée (cf nos précédents n^{os}), 6 ans, est cadre supérieur de banque. Il a notamment dirigé l'agence niçoise de la Banque générale du commerce. Entré à la Grande Loge Traditionnelle et Symbolique Opéra, il avait rejoint, avec le grade de Maître, la GLNF. Vénérable de la loge Le Précurseur, il était Grand Maître provincial depuis 1992.

► S'inspirant de quatre expositions qui se sont déroulées en 1999 et 2000 au siège du Grand Orient de France, **Jean-Claude Allard**, philatéliste, et **Irène Mainguy**, bibliothécaire-documentaliste au GODF, viennent de signer *Philatélie et Franc-Maçonnerie*, qui recense tous les timbres maçonniques (ou à thèmes maçonniques) français et étrangers connus à ce jour, y compris les timbres anti-maçonniques de l'Allemagne nationale-socialiste (Editions du Musée de la franc-maçonnerie, 16 rue Cadet, 75009 Paris).



DOSSIER

Relations franco-autrichiennes

Lorsqu'en octobre 1999 fut constitué en Autriche un gouvernement conservateur avec participation du FPOE de Jörg Haider, la France se joignit au concert des lobbies pour boycotter autant que faire se peut cet Etat européen (qui pouvait toutefois bloquer la mécanique européenne s'il usait de son droit de veto). Jacques Chirac, qui avait pourtant encore rencontré en 1998 Haider et dont les députés RPR au Parlement européen avaient appartenu au même groupe parlementaire, fut sur la même longueur d'ondes que le Premier ministre socialiste Lionel Jospin. Cette politique dut finalement être revue à la baisse durant la présidence française de l'Union européenne, un rapport officiel de « sages » ayant estimé que le gouvernement autrichien respectait parfaitement les principes démocratiques en usage dans les autres pays d'Europe. On trouvera ici une note confidentielle, inédite évidemment, envoyée par le ministère des Affaires étrangères (dirigé par le socialiste Hubert Védrine) fixant les modalités et règles de ce « boycott ». On y voit la petitesse et la bassesse de ce qui fut dans le passé la première diplomatie du monde.

Inspirées par un état d'esprit de grande vigilance vis à vis du gouvernement autrichien, les mesures ci-après sont conçues pour être tenables dans la durée et être appliquées, dans la plus large mesure possible, par les 14 partenaires de l'Autriche.

I.- Relations bilatérales.

L'attitude à tenir a fait l'objet d'un accord à 14, à l'initiative de la présidence portugaise.

a/ suspension des "contacts bilatéraux officiels au niveau politique avec le gouvernement autrichien" :

- pas de déplacement des membres du gouvernement en Autriche à titre bilatéral ;
- pas de réception en France de ministres autrichiens par des membres du gouvernement à titre bilatéral.

b/ réception de l'Ambassadeur d'Autriche au niveau technique seulement.

L'Ambassadeur d'Autriche ne sera pas reçu par les membres du gouvernement et les membres de leur cabinet ni, en règle générale, au niveau des directeurs d'administration centrale. Les membres du gouvernement et les responsables de l'administration s'abstiendront, en règle générale, de participer à des manifestations ou réceptions organisées par l'Ambassadeur d'Autriche.

c/ pas de soutien aux candidats autrichiens à des postes dans les organisations internationales.

La France (comme ses partenaires européens) ne soutiendra pas les candidatures autrichiennes, en particulier pour les postes soumis à élections. Les fonctionnaires autrichiens en poste dans les organisations internationales continuent à exercer leurs fonctions.

II.- Attitudes à tenir au sein de l'Union européenne.

a/ L'Autriche conserve tous ses droits d'Etat membre. A ce titre, la délégation autrichienne participe à toutes les réunions formelles du conseil et de ses groupes de travail.

Dans l'hypothèse où la délégation autrichienne demanderait à intervenir pour une déclaration générale sur la politique de son gouvernement, il appartient à la présidence portugaise de décider d'y donner suite ou non. Si elle autorise une telle intervention, hors ordre du jour et de préférence dans un cadre informel (déjeuner par exemple), il y a lieu de privilégier une réplique unique, par la présidence au nom des 14 sur la base du communiqué du 31 janvier.

b/ Après consultation des Etats membres, la présidence portugaise a décidé de convier l'Autriche aux réunions ministérielles informelles. Les membres du gouvernement ne s'abstiendront pas d'y participer au motif de la présence d'un Ministre du gouvernement autrichien. Ils peuvent cependant manifester leur réprobation vis à vis du gouvernement autrichien par tous moyens appropriés, en tenant compte du contexte de la réunion, de l'objectif de

ne pas en compromettre le cours, et du souci d'éviter des divergences de comportement trop marquées entre les 14.

c/ Les réunions communautaires organisées par la présidence locale dans les capitales, au siège des organisations internationales et dans les pays tiers font partie des exercices institutionnels normaux de l'Union, et doivent être considérées comme des réunions formelles tenues à 15.

Les membres du gouvernement s'abstiendront de participer aux réunions communautaires organisée à Paris, par la présidence portugaise, si l'Ambassadeur d'Autriche y est personnellement présent.

d/ "Tournée" de la présidence en exercice.

La présidence portugaise a annoncé que M. Guterres ne se rendrait pas à Vienne dans le cadre de la tournée traditionnelle précédant le conseil européen, mais qu'il recevrait à Bruxelles un représentant du gouvernement autrichien. Il y aura lieu de préciser en temps utile notre attitude s'agissant des consultations préalables à notre présidence.

III.- Autres instances européennes.

a/ OSCE.

L'Autriche en exerce actuellement la présidence. Nos partenaires, la Belgique exceptée, n'entendent pas lui contester cette charge. Compte-tenu de la vocation de l'organisation (en particulier la promotion de la démocratie et du respect des droits de l'homme), il y aura lieu de chercher à éviter que celle-ci soit une tribune ou une caution pour le gouvernement autrichien. Des alternatives au rôle de la présidence pourraient être recherchées (secrétaire général, troïka, représentants spéciaux...).

b/ Conseil de l'Europe.

Une initiative éventuelle relève de l'assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe.

IV.- Comportement de l'Ambassadeur de France à Vienne et contacts avec l'administration autrichienne.

a/ L'ambassadeur se limitera strictement, avec le gouvernement et l'administration autrichienne à des contacts de travail. Il s'abstiendra de participer à des manifestations politiques, protocolaires ou festives auxquelles prennent part des membres du gouvernement autrichien.

b/ L'administration autrichienne sera normalement informée ou saisie des propositions ou documents d'information que la France présente à ses partenaires de l'Union européenne. Il y aura lieu cependant de s'abstenir de solliciter le soutien du gouvernement autrichien.

V - Un point de situation régulier sera fait (actions et décisions du gouvernement autrichien, réactions en Autriche, attitude de nos partenaires, incidents)./.



POLITIQUE

★ La lettre de **Yvan Colonna**, assassin présumé du préfet **Erignac**, dans laquelle ce nationaliste corse, en fuite depuis deux ans, affirme n'avoir été mêlé au meurtre en aucune manière, aurait été fortement « inspirée » : son amnistie étant, pour les partisans d'un accord avec Maignon (et surtout d'un arrêt des attentats, dont la reprise inquiète beaucoup le gouvernement **Jospin**), une condition sine qua non, il lui a été conseillé de nier officiellement toute paternité, sa responsabilité reposant non sur des preuves mais sur les aveux d'autres nationalistes. De cette manière, la mort du préfet serait passée par pertes et profits, et le calme serait censé revenir tant dans l'île de Beauté que sur le continent.

► Remous au ministère de la Recherche, où **Marie-Lucie Mac Glinchey** a été imposée, malgré l'opposition de tous les syndicats, devant 508 autres candidats parmi les cinq nouveaux attachés d'administration centrale, sans même s'être présentée à l'examen professionnel. Cette personne « aux mérites exceptionnels » est la « secrétaire particulière » du ministre de la Recherche PRG, **Roger-Gérard Schwartzberg**.

► La réintégration de **Jean-Marie Le Pen** au sein du Parlement européen, décidée par la Cour européenne de justice le 26 janvier, a été décidée contre l'avis du représentant français qui avait demandé une « décision politique », estimant qu'il s'agirait d'un véritable camouflet pour **Jacques Chirac** et **Lionel Jospin** si le président du Front national était rétabli dans son mandat. C'est aussi un camouflet pour la présidente UDF du Parlement européen, **Nicole Fontaine**, dont la décision a été jugée « irrégulière et entachée par des vices de procédure ».

► Sur plainte de l'Alliance générale contre le racisme et pour l'identité française de **Bernard Antony**, le comique **Dieudonné M'Bala** (qui escompte être candidat à l'élection présidentielle) a été condamné le 26 janvier pour diffamation raciale à l'égard des Blancs et des catholiques, qualifiés d'« esclavagistes » et de « racistes » dans un entretien à France-Soir (21 mars 2000).

► Le ministre de l'Environnement **Dominique Voynet** aurait pris contact avec **Henri Emmanuelli** pour lui demander de ne pas soutenir **Noël Mamère** aux futures élections législatives. Dans le même temps, le député-maire de Bègles avait contacté Emmanuelli pour lui suggérer d'éliminer Voynet...

► Placé le 6 novembre en détention provisoire pour abus de confiance et recel d'abus de biens sociaux dans un gigantesque dossier de blanchiment international (comme F&D 102 et 103 l'ont annoncé en exclusivité), le rabbin **Haim Chalom Israël**, qui vient d'être relâché, vient de demander la récusation d'**Isabelle Prévost-Desprez**, juge instruisant son affaire, l'accusant de « faire preuve de partialité » à son égard, bref d'être antisémite.

✎ Les Chemins de la Mémoire, organisme qui dépend du ministère de la Défense (et des Anciens combattants), viennent d'éditer une scandaleuse plaquette à la gloire des Républicains espagnols, « héros de la lutte contre le fascisme ».

► Notre dossier exclusif sur le possible abandon de la non-intégration dans les successions des contrats d'assurance-vie (F&D 100) a suscité de multiples réactions, souvent passionnées. On notera que L'Expansion (4 au 17 janvier) s'en est très largement inspiré, dans une double page intitulée Français, tremblez pour votre assurance-vie, sans nous citer évidemment.

► Même si la victoire de la gauche à Paris paraît inéluctable, on se bat au RPR pour savoir qui sera maire : dans le cas où **Philippe Séguin**, présent seulement en 4^e place dans le XVIII^e arrondissement, n'est pas élu, **Françoise de Panafieu**, qui assure (enfin) bénéficier du soutien de l'Elysée, a l'intention de concurrencer **Edouard Balladur**.

► La presse a été d'une discrétion de rosière sur le départ de **Joël Cathala**, directeur de la sûreté d'Air France (commissaire divisionnaire et membre du Grand Orient de France) et de son adjoint, **Claude Mettavant** (commissaire principal; spécialiste du renseignement et de la lutte anti-terroriste), à la suite d'une enquête interne sur leurs comportements (dénoncés notamment par Force ouvrière). Ils faisaient notamment bénéficier de billets gratuits, de manière très fraternelle, leurs amis.

✎ Bénéficiant d'un statut de salarié protégé, un délégué syndical CFTC (dont l'intitulé comprend le terme « chrétien ») vient d'être licencié des AGF (filiale d'Allianz) pour avoir demandé à un prêtre de consacrer le local de ce syndicat représentatif à l'occasion du Jubilé. Selon la Direction des ressources humaines, il aurait en effet « mis en péril la sécurité de l'entreprise ».

► Faisant l'objet d'une répression accrue en Espagne, l'ETA a décidé de lever désormais un « impôt révolutionnaire » auprès des entreprises installées au pays basque français.

✎ Depuis la rentrée, il est possible d'obtenir un Diplôme d'études supérieures spécialisées en « gay studies », c'est-à-dire d'« études homosexuelles ». Intitulé de manière absconse Conseiller/e-Médiateur/e : genres et sexualités, il est professé à l'université de Reims par **Gérard Bach-Ignasse**, docteur d'Etat et maître de conférences en droit. Ancien de l'Organisation communiste des travailleurs, ce juriste fut l'un des principaux responsables du Comité d'urgence anti-répression homosexuelle et du Comité pour la vérité sur la disparition du pasteur Doucé, collaborateur d'Homophonies et codirecteur d'Humœurs. Avec le socialiste **Jan-Paul Pouliquen**, il est considéré comme le père du Contrat d'union civile.

► S'il est élu maire de Toulouse, **Philippe Douste-Blazy** n'aura guère le temps de savourer sa victoire : il pourrait être prochainement mis en examen pour son rôle dans l'affaire de l'hépatite B. Dès son arrivée au ministère de la Santé, en 1994, il avait été procédé à une campagne massive de vaccinations, or les informations sur l'étendue de l'épidémie auraient été fortement exagérées et le vaccin était contre-indiqué à certains malades.

ETRANGER



George W. Bush 33°



Si la presse a rapporté que la Bible utilisée par le nouveau président **George W. Bush**, évidemment 33° (comme tous les résidents des Etats-Unis, sauf **Ronald Reagan**), lors de sa prestation de serment, le 20 janvier, avait servi au premier président des Etats-Unis, **George Washington**, elle n'en a pas rapporté la véritable signification. Cet ouvrage, datant de 1767, dit *James King Bible*,

avait également été utilisée dans le passé par **Warren Harding**, **Dwight Eisenhower**, **Jimmy Carter** et son propre père, **George Bush**. Peu savent qu'il demeure, depuis plus de deux cents ans, la propriété de la *Saint John's Lodge* n°1 de New-York, la plus ancienne loge du Rite écossais ancien et accepté aux Etats-Unis. Elle était utilisée pour les prestations de serment lors des initiations maçonniques et trônait, ouverte au début de l'Evangile de Saint-Jean, devant chaque Vénérable Maître. Le 30 avril 1789, les membres du premier Congrès se rendirent compte un peu tard qu'ils n'avaient pas de Bible sous la main pour que Washington prête serment. Un franc-maçon, qui dirigeait la cérémonie, courut à la loge toute proche, en récupérer une. Quand Washington prêta serment, elle était ouverte aux chapitres 49 et 50 de la Genèse. Quand il eut fini de réciter le serment de 35 mots, la main posée sur la Bible, il rajouta volontairement le serment maçonnique, « Je le jure, et que Dieu me vienne en aide », formule qui a, depuis lors, été reprise par tous les nouveaux présidents. Aujourd'hui, la Bible est si fragile que même le président de la Cour suprême, **William Rehnquist**, qui administre le serment, ne peut la toucher. Elle repose sur un coussin rouge décoré d'une broderie dorée, en forme de lacs d'amour (la « chaîne d'union » maçonnique). Transportée en train par trois francs-maçons et conservée jusqu'à la cérémonie au *Federal All National Memorial*, elle a été accueillie à Washington par une délégation de la Grande Loge de ce district, Grand Maître en tête, en compagnie de hauts gradés maçons qui furent en service actif dans les Armées, habillés en costumes coloniaux de l'époque washingtonienne. Par ailleurs, le Passé Maître (ancien Vénérable Maître) de la *Loge James A. Smith* (n°395) de Farmers Branch (Texas) se trouvait non loin du nouveau président. Egalement chargé des relations publiques du *Hella Shrine Temple* de Dallas, il a obtenu que la patrouille privée *Black Horse* de cette communauté religieuse, composée de 25 pénitents à cheval, accompagne la parade présidentielle (elle avait déjà été invitée par **Nixon**, **Carter** et **Reagan**). [On pourra consulter le site Internet particulièrement riche de la *Grande Loge du Texas* : www.gltexas.org].

Profumo

Dans *The Truth at last* (Finalement la vérité), son autobiographie qui vient de sortir en Angleterre, **Christine Keeler**, qui fut, en 1963, au centre du scandale **Profumo** (du nom de ce secrétaire d'Etat conservateur à la Défense et potentiel Premier ministre, dont elle était la maîtresse, en même temps que celle de l'attaché naval soviétique, **Eugene Ivanov**), dévoile le nom de plusieurs agents soviétiques qui l'auraient manipulé comme le dessinateur royal **Stephen Ward**, et assure que le directeur général du MI5, **Roger Hollis**, était le cinquième membre du fameux réseau soviétique composé d'**Anthony Blunt**, **Kim Philby**, **Guy Burgess** et **Donald McLean** (comme certains l'avaient déjà assuré, sans réussir à le prouver).

► Pour la première fois, dans un entretien à *Il Tempo* (20 janvier), **Mikhail Gorbatchev**, dernier leader de l'Union soviétique, a admis que le KGB avait été chargé, en 1979, par le secrétariat du comité central du PCUS, de discréditer la politique vaticane par tous les moyens, y compris les « actions ultimes » contre Jean-Paul II.

► Afin de mettre à la portée du plus grand nombre les textes sacrés du christianisme, l'*Agence des Nations Unies pour la culture* vient de sortir une traduction de la Bible, le 372^e, en « français fondamental ». Un français ultra-simplifié, dit aussi « facile », ne comportant que 3 500 mots (ce qu'un élève d'école primaire apprend en trois ou quatre ans), destiné notamment aux populations de l'Afrique de l'Ouest. Cette nouvelle version, qui déforme pourtant totalement le sens des écrits bibliques, a reçu l'imprimatur des églises catholiques, protestantes et évangéliques.

► Ancien militant de la *Fraction Armée Rouge* passé au nationalisme, l'avocat **Horst Mahler** vient d'être exclu, pour ses « opinions ouvertement antisémites », de son syndicat. Condamné en 1974 à quatorze ans de prison, il fut libéré en 1980 à la suite de la mobilisation de l'ultra-gauche allemande et l'action de son avocat, le futur chancelier Gerhard Schröder. Grace à ce dernier, Mahler, qui avait été radié du barreau berlinois pour « terrorisme » fut réhabilité en 1987 et accepté, en 1994, au sein de l'*Union des avocats de Berlin*... qui vient donc de l'exclure.

► Juste avant son départ, le président **Bill Clinton** a procédé à la nomination de 35 nouveaux membres de l'*US Holocaust Memory Council*. Parmi eux, figure l'homme le plus riche du monde, **Bill Gates**, le fondateur de *Microsoft*.

► Les autorités financières et bancaires américaines viennent d'exiger d'avoir accès à l'ensemble des 4,1 millions de comptes bancaires ouvert sous le III^e Reich. Jusqu'alors la Commission fédérale des banques n'avait autorisé que la consultation de 46 000 comptes ayant un lien possible avec les réfugiés juifs.

► A la suite des récentes nominations de 42 cardinaux, le pape **Jean Paul II** aurait l'intention de conduire une campagne d'apaisement en direction de la *Fraternité Saint Pie X*, dont la cause pourrait être à nouveau examinée.

► Le nouveau président sénégalais **Abdoulaye Wade** (marié à une Française) change agréablement des potentats africains habituels. Dans son discours à la *Conférence régionale contre le racisme, la xénophobie et l'intolérance*, il a déclaré, le 22 janvier, que le « racisme ne constitue plus un grand problème dans le monde d'aujourd'hui. Gardons-nous d'ériger la lutte anti-raciste en une doctrine aujourd'hui disproportionnée par rapport à la réalité. Ce serait une erreur d'en arriver à un racisme anti-raciste. » Il a par ailleurs appelé les Africains à se pencher plutôt sur les vrais problèmes actuels du continent, notamment les « conflits ethniques et fratri-cides » et le manque de démocratie.

LOBBIES

► Le Point (12 janvier) a publié un solide dossier sur les influences maçonniques, qui complète celui publié il y a quelques mois par Le Nouvel Observateur. Hormis le nom de **Jean-Claude Guibal**, député-maire RPR de Menton, aucune révélation de personnalité franc-maçonne non encore identifiée. En revanche, confirmation du rôle de la Garantie mutuelle des fonctionnaires, qualifiée de « sorte de bantoustan du Grand Orient ». Et, surtout, de la puissance des fraternelles de la Justice (le Cercle du Palais) et de l'Intérieur (Groupement fraternel du ministère de l'Intérieur ou Club La Reynie) : « Le taux de maçons au ministère de l'Intérieur est parmi les plus élevés de toutes les corporations. "Environ un commissaire de police sur deux est aujourd'hui maçon", estime **François Thual**, grand officier de la GLNF et par ailleurs professeur de géopolitique. »

► L'hebdomadaire détaille la carrière maçonnique du préfet de police de Paris, **Philippe Massoni**, dont F&D 90 a révélé, preuves à l'appui, qu'il était 33° : « Il est passé à la loge de perfection Le Parthénon, puis au chapitre Les Trinitaires, et enfin à l'aréopage Lutecia de la Grande Loge de France. En 1997, Philippe Massoni a accédé au 33° degré de la GLF, le plus haut échelon, devenant ainsi le Grand Inspecteur général du Suprême Conseil de France : dans ce cénacle exigeant, le Très Illustre Frère Massoni a précédé d'un an l'actuel Grand Maître **Jean-Claude Bousquet**, qui est de la promo suivante. »

► Le Point confirme également le rôle d'« intermédiaire » et de « modérateur » de **Pascal Josèphe** (ex-bras droit d'**Hervé Bourges**, ex-secrétaire général de TF1 et ex-directeur général adjoint d'A2-FR3) pour les affaires, entre francs-maçons de médias, télévisions et sociétés de productions.

► L'hebdomadaire apporte enfin quelques lumières sur la Fédération nationale et internationale des Clubs des 50, fraternelles maçonniques qui réunissent 50 frères dans chaque ville de province d'importance. « Le Club des 50 de Nîmes fut cité dans le sillage de l'affaire **Pradille** (NDLR : sénateur socialiste condamné), qui avait conduit à la fermeture de deux loges locales du GODF [...] Celui de Lille est au cœur de l'affaire **Roger la Banane** et à Nice c'est l'arrestation de **Marcel la Salade**, le maraîcher au bras long, qui a renseigné les enquêteurs sur l'existence d'un Club Azur des 50, dont les heureux membres arborent d'ailleurs des cartes de visite hermétiques au commun des profanes. On retrouve toujours au sein de ces clubs la même composition sociologique : des entrepreneurs, plus spécialement ceux qui vivent des commandes des collectivités locales, d'importants fonctionnaires territoriaux, des policiers, des avocats... »

► Le 6 janvier 2001, lors d'une réunion à Metz, **Alain Bauer**, Grand Maître du Grand Orient de France, a annoncé son intention de « nettoyer les écuries d'Augias » et d'exclure « nos 70 pourris ».

► Le sigle godf.net a été déposé en avril 2000 pour le compte du Grand Orient de France par **José-Louis Roldan**, webmestre du site godf.org

Délinquance et Nationalité

Tableau extrait du *Journal officiel, Questions et réponses de l'Assemblée nationale* (8 janvier 2001, p. 197)

DRSP	EFFECTIF détenus	NOMBRE d'étrangers	% d'étrangers	FRANCE	EUROPE CEE	EUROPE hors CEE	MAGHREB	AUTRES PAYS d'Afrique
Bordeaux	3 898	748	19,2	3 150	256	34	319	77
Dijon	3 079	604	19,6	2 475	83	62	278	85
Lille	7 684	1 244	16,2	6 440	317	67	566	126
Lyon	4 030	788	19,6	3 242	128	75	421	61
Marseille	6 070	1 572	25,9	4 498	259	165	989	61
Paris	11 247	4 076	36,2	7 171	423	316	1 601	1 106
Rennes	4 389	358	8,2	4 031	55	38	158	65
Strasbourg	3 955	763	19,3	3 192	170	100	296	41
Toulouse	3 897	901	24,4	2 796	218	47	525	52
Outre-Mer	3 392	473	13,9	2 919	27	-	1	13
Ensemble	51 441	11 527	22,4	39 914	1 936	904	5 154	1 687

► En exclusivité, la composition du nouveau collège des Grands Officiers du Suprême Conseil de France (exclusivement des 33°), qui gère les hauts grades du Rite écossais ancien et accepté, au sein de la Grande Loge de France. Fixé pour neuf ans, il a été renouvelé en juin 2000. **Hubert Greven** (Très Puissant Souverain Grand Commandeur), **Claude Collin** (Puissant Lieutenant Grand Commandeur), **Max Icher** (Ministre d'Etat Grand Orateur), **Michel Piquet** (Grand secrétaire général), **Michel Basuyaux** (Grand Chancelier), **Pierre Brogly** (Grand Trésorier), **Daniel Bacry** (Grand Hospitalier), **Claude Viguié** (Grand Exppert), **Jacques Galliez** (Grand Maître des cérémonies), **Maurice Chartier** (Grand Capitaine des Gardes), **Jacques Gilibert** (Grand Porte-Etendard), **Joseph Le Roc'h Morgere** (Grand Porte-Drapeau), **Ferdinand Lorto** (Grand Porte-Epée), **Marcel Forgeon** (Grand Garde des Sceaux), **Patrick Chéné** (Grand Archiviste), **Albert Chevrillon** ou **Paul Veyssset** (Souverains Grands Commandeurs Honoraires), **Georges Queney** (Souverain Grand Commandeur d'Honneur), **Bernard Martinez** (Lieutenant Grand Commandeur Honoraire).

► **Thierry Meyssan**, secrétaire général du Réseau Voltaire, ayant publié un court démenti dans les Notes du Réseau Voltaire (janvier 2001) sur l'implication de **Alain Bauer** dans la déstabilisation de l'ancien Grand Maître **Simon Giovannai** et la réunion secrète, le 22 janvier 2000, au siège du GODF, entre responsables socialistes et nationalistes corses tous maçons, vient d'être réintégré au sein du Grand Orient de France, tout comme deux autres administrateurs de cette nébuleuse.

► A la suite de sa scission avec la Grande loge nationale française (provoquant le départ d'environ 3 000 frères), le Grand Priuré des Gaules, qui gère le Rite écossais rectifié (dont les rituels sont les plus empreints d'inspiration chrétienne), vient de trouver asile pour ses « tenues » au sein des temples... du Grand Orient de France, qui, bien que laïc, n'est que trop content d'affaiblir la GLNF.

KIOSQUE

► Membre du Clan de la presse de **Serge de Beketch**, **Emmanuel Ratier** collabore désormais également au libre journal de **Claude Giraud** sur Radio-Courtoisie (prochain passage le 22 février à 18 H).

► Derrière **Etienne Marcel**, auteur d'un ouvrage sur les turbulences de la mairie de Paris, *Le Bateau ivre*, se dissimule **André Bercoff**.

► Ex-directeur général adjoint des Echos puis directeur des rédactions de L'Express, **Jean-Paul Pigasse**, aujourd'hui recyclé comme conseiller du président du Congo **Sassou N'Guesso**, est le neveu par alliance d'**Alfred Sirven**, le personnage-clé de l'affaire Elf-Aquitaine et de ses financements occultes de la classe politique. Il a en effet épousé sa nièce, **Marie-Hélène Sirven**.

► Ex-directeur de la communication interne de Suez, **Denis Sureau**, directeur de la lettre d'informations confidentielles Chrétiens dans la Cité ainsi que du mensuel de catéchèse Transmettre, succède à **Georges Daix** comme président du conseil d'administration du bimensuel catholique L'Homme nouveau, fondé par **Marcel Clément**.

► Tribune juive vient d'être racheté par **Jacob Abbou**, propriétaire, entre-autres, du Journal de l'automobile (et ancien actionnaire de L'Événement du jeudi) et du groupe de transport Bedel Transfert SA (ce milliardaire posséda aussi les Déménageurs bretons et le réseau d'affichage Billboard). La rédaction va être renforcée avec le retour à une parution hebdomadaire. Le directeur de la rédaction **Jean-Pierre Allali**, ancien permanent du B'naï B'rith, a été remplacé par **Olivier Guland**.

► Directeur administratif et financier de L'Humanité et de L'Humanité Dimanche de 1971 à 1978, **Alain Lesaint** accède à la direction générale de l'Union pour l'expansion de la presse française dans le monde (Unipresse).

► Pour la première fois depuis 1945, une radio privée a obtenu l'autorisation d'émettre en ondes moyennes en Ile-de-France (le Conseil supérieur de l'audiovisuel réservait jusqu'alors le monopole de cette fréquence aux stations du service public proposant un projet pédagogique et éducatif, ou un événement exceptionnel). Il s'agit d'une radio juive, Ciel, dont l'orientation générale, selon son directeur général, **Franck Sadia**, ancien de RMC et Télé Monte Carlo, sera « judéo-soft ». Le budget (3 millions de F) a été apporté à 100% par les Manufactures des productions chimiques de Tournan. L'équipe comprend une douzaine de collaborateurs, dont cinq journalistes, deux correspondants à New York et Tel-Aviv, et un directeur artistique, **Marc Scalia**, venu de NRJ.

► Le philosophe catholique anti-personnaliste **Gustave Thibon**, 98 ans, est décédé le 19 janvier. Ce paysan de l'Ardèche, qui fut le maître à penser de **Simone Weill** (qu'il devait accueillir chez lui en 1941 et dont il publia et préfaça *La Pesanteur et la grâce*), avait notamment signé Nietzsche ou le déclin de l'esprit, L'Ignorance étoilée, Au soir de ma vie, etc. Collaborateur d'*Itinéraires* et de *Présent*, il avait participé à plusieurs colloques du Front national.

► Ancien de L'Étudiant, de France-Inter et de Radio France International, **Alain Grumberg** succède à **Claire Brisset**, « défenseuse (sic) des enfants » depuis mai dernier, comme directeur de l'information du Comité français pour l'UNICEF.

► **Marie-Madeleine Renard** (8, Bd du général Leclerc, 77300 Fontainebleau), qui annonce la fin prochaine de la parution de son Histoire de la pensée politique traditionnelle, consacre son n°27 à deux écrivains de la Révolution conservatrice allemande, **Thomas Mann** et **Ernst Von Salomon**.

► Nouveau remarquable n° de *Catholica* (BP 246, 91162 Longjumeau cedex. Tel. : 01 69 34 94 72), revue de philosophie et de réflexion catholique d'excellente tenue, principalement animée par **Bernard Dumont** et **Claude Barthe** (débat entre **Paul Virilio**, **Eric Werner** et **Uli Windisch** sur Violence, pouvoirs et médias, Etude sur Sensationnisme des Lumières et manipulation mentale, remarquable début d'enquête sur La Crise du clergé français entre Vatican II et mai 1968, réflexions sur Apprendre la pauvreté, etc.).

► Chez Saint-Sulpice, avec une préface de **Michel Mohrt**, l'historien Michel Desforges, spécialiste de la contre-révolution, signe une rapide histoire de La Chouannerie 1794-1832 (nombreuses annexes, cartes, bibliographie).

► Les Editions Jean Curutchet (64640 Hélette) lancent un très intéressant Dictionnaire historique et biographique de la Guerre d'Algérie. Signé par **Jean-Louis Gérard**, par ailleurs vice-président des Cahiers Roger Nimier, il comporte plusieurs centaines de notices sur les militaires, les activistes et les personnalités pro ou anti Algérie française, avec notamment les livres s'y rapportant ou qu'ils ont écrits (cf p.1). A signaler chez le même éditeur le premier ouvrage détaillé, par **Vincent Guibert**, qui a eu accès à de nombreuses sources inédites, sur Les Commandos Delta qui furent « le fer de lance de l'OAS en Algérie » sous la direction du lieutenant **Roger Degueudre** (annexes, bibliographie, index). Sur la même période, le médecin et futur sexologue **Gérard Zwang** (et auteur de divers ouvrages sur la musique) vient de publier, aux Editions de l'Université Paul Valéry (Montpellier), son « itinéraire africain », Chirurgien du contingent, sous-titré Suez-Algérie, mai 1956 - octobre 1958, qui mérite d'être lu, notamment par la limpidité de son propos.

► Chez Dagorno, sortie d'un remarquable ouvrage, splendidement illustré et riche en anecdotes, L'Insurrection situationniste de **Laurent Chollet**, où, pour une fois, les révisionnistes de La Veille Taupe ne sont pas entraînés dans la boue (bibliographie détaillée, index, etc.).

► Dans la collection Ethnos de Georg Editeur, réédition du classique de **Raymond Christinger** et **Willy Alfred Borgeaud**, deux universitaires de Genève, l'excellente Mythologie de la Suisse ancienne, sous-titrée Des pratiques chamaniques et du monde celtique aux métamorphoses modernes, ouvrage d'une rare érudition dans la lignée des études indo-européennes (nombreuses notes).



KIOSQUE

► Sous le titre Les Hussards, une génération littéraire, Marc Dambre a réuni les actes du colloque international organisé à la Sorbonne nouvelle, du 9 au 11 octobre 1997, par le Centre de recherches Etudes sur Nimier et les Hussards (annexes, index). Nombreuses interventions de qualité sur ce mouvement littéraire de droite des années cinquante souvent passé sous silence (Presses de la Sorbonne nouvelle, 13 rue Santeuil, Bureau 15, 75231 Paris cedex 05).

► Aux Editions de Chiré (BPl, 86190 Chiré en Montreuil), parution d'un nouvel ouvrage de **François Marie Algoud** (auteur notamment de l'Histoire de la volonté de perversion de l'intelligence et des mœurs et de Culture de vie contre culture de mort), France Notre seule Patrie, qui comporte d'une part un florilège des meilleurs auteurs contre-révolutionnaires et d'autre part une étude détaillée sur le nationalisme intégral et le patriotisme, du XIX^e siècle à nos jours.

► Rafale de parutions chez Pardes (9 rue Jules Dumesnil, 45390 Puiseaux), avec, un synthétique B.A.-BA de l'Islam par **Gérard Chauvin**, et, dans la collection Qui suis-je?, une biographie de l'exploratrice orientaliste **Alexandra David-Neel** par **Elisabeth Zana** (illustrations, chronologie, bibliographie) et une du philosophe **Martin Heidegger** par le pasteur **Jean-Pierre Blanchard**.

► Le même pasteur propose, chez Déterna (Centre MBE 302, 69 boulevard Saint-Marcel, 7503 Paris), un gros essai très politiquement incorrect, Mythes et Races, précis de sociologie identitaire (avec une préface de **Philippe Gautier**, auteur de La Toussaint blanche), qui s'attaque aux tabous de l'égalité des races, des limites de l'adaptation des peuples, etc. Chez Dualpha (même adresse), parution d'un fort volume de **Jean-Claude Rolinat**, spécialiste des petits Etats et groupes minoritaires, portant sur Nationalisme québécois & Canada français.

► Témoignage récemment découvert sur la crise de décembre 1998 au Front national, l'ouvrage édité à compte d'auteur par **Jacques Dansan**, ancien conseiller régional FN puis secrétaire départemental MNR de Mayenne (BP 1, 61140 Bagnolles-de-l'Orne), intitulé La Trahison de Gollnisch, Maréchal, Le Pen. Sous-titré Histoire d'une fédération FN sabotée par le FN, il s'agit d'un témoignage précis, et bien écrit, d'un cadre local qui mérite mieux que le titre retenu. A noter que cet ouvrage, bien que paru en juin 2000, n'a fait l'objet d'aucune recension.

► Comme chaque année, Jeune Nation de **Pierre Sidos** (BP 1030, 69201 Lyon cedex 01) édite un Calendrier nationaliste, qui comporte notamment la liste traditionnelles des saints du calendrier romain en France, ainsi que les fêtes réellement françaises.

► Sur Arte, le 13 février à 22 H 15 et le 15 février à 23 H 35, diffusion des classiques en noir et blanc et muet de **Fritz Lang**, La Mort de Siegfried et La Vengeance de Kriemhilde. Jusqu'au 23, hommage à Fritz Lang, avec des films moins rares, notamment Le Testament du Dr Mabuse le 23.

► **Steven Spielberg**, réalisateur des Aventuriers de l'Arche perdu et de La Liste de Schindler, devrait être prochainement anobli par la couronne britannique et admis au sein de l'ordre britannique de la chevalerie. Il pourra alors faire suivre son nom des initiales KBE.

► Wall Street and the Rise of Hitler (Wall Street et la montée d'Hitler), classique du journaliste d'investigation américain **Antony C. Sutton**, est entièrement téléchargeable sur www.reformed-theology.org/html/books/wall_street/

► Vague de répression sur l'Internet français : à la suite de l'intervention de divers groupes de pression, les sites de Catholique et Royaliste (www.catholique-et-royaliste.fr) et du Libre Journal de Serge de Beketch ont été censurés par leurs hébergeurs, tout comme le livre d'or de La Gazette de France et du Coq gaulois. Celui de Radikalweb a été purement et simplement fermé (il vient de rouvrir : www.radikalweb.com)

► L'Association pour la défense du Maréchal Pétain (5 rue Larribe, 75008 Paris. Tel. : 01 43 87 58 48), qui vient de publier un excellent n° 200, spécial « rétrospective », de son trimestriel Le Maréchal, lance son site Internet : <http://perso.wanadoo.fr/marechalpetain/>

► Dirigée par Me **Pascal Junod**, l'Association des Amis de Robert Brasillach (CP 3763, 1211 Genève 3, Suisse) va lancer une lettre mensuelle d'informations sur Internet à partir de février (contact à brasillach@gve.ch).

► Remarquable exposition à Milan, jusqu'au 4 mars, consacrée à la modernité de D'Annunzio, D'Annunzio Innovatore (Biblioteca di Via Senato). A cette occasion est diffusé un splendide catalogue en couleur avec de superbes photos, parfois méconnues.

► A la Tate Britain Art Gallery de Londres, jusqu'au 11 février, superbe exposition consacrée au peintre visionnaire halluciné **William Blake** (1757-1827), qui illustra notamment la Bible.

► Jusqu'au 18 mars, aux Musées de la Cour d'or de Metz, Le Chemin des reliques, très belle exposition consacrée aux reliques et reliquaires du pays messin. A signaler également, jusqu'au 15 mars, au Musée Saint-Croix de Poitiers, La Croix en Poitou, des origines à nos jours : art, histoire, foi.

► Au terme d'un programme de six années de fouilles, des archéologues anglais viennent de rendre public l'existence d'un temple gallois, daté de 2 700 avant notre ère, trente fois plus grand que Stonehenge. Pratiquement détruit, il s'étendait sur plus de 42 hectares, dans un enclos ovoïde de 800 m de large. Comportant plus de 1 400 obélisques de bois, il comportait notamment une porte dont les deux poteaux avaient 2 m de diamètre et plus de 10 m de haut.

► Un colloque international consacré aux Futurisme et les avant-gardes littéraires et artistiques au début du XX^e siècle se tiendra le 16 et 17 février à l'Université de Nantes (renseignements : 02 40 14 12 13)



POLITIQUEMENT INCORRECT



► Considéré comme le père des balbutiements de la démocratie anglaise, ayant fondé le premier Conseil des barons, **Simon de Montfort**, comte de Leicester, vient d'être mis en accusation à l'occasion du National Holocaust Day du 27 janvier. Ses détracteurs ont découvert un document datant de 1231, établissant que les propriétaires de terres du comté devaient s'engager à ne jamais les louer à des Juifs et que ceux-ci devaient être bannis « jusqu'à la fin des temps ». Le conseil municipal de la ville de Leicester a aussitôt désavoué celui qui était jusqu'alors son enfant le plus célèbre et a aboli la charte. L'université du même nom pourrait être débaptisée.

► Dans un entretien à Welt am Sonntag, un ancien officier de la Stasi, qui travaillait dans l'unité du fameux espion **Markus Wolf**, vient de confirmer les provocations et manipulations de groupes d'extrême droite en Allemagne au début des années 60, au moment du procès **Eichmann**. Les agents de la Stasi « envoyèrent des lettres, supposées émaner d'antisémites allemands connus, à d'autres néo-nazis et à des Juifs pour provoquer des désordres [...] Nous avions un réseau particulièrement dense d'agents. Cela nous permettait de canaliser les actions des radicaux dans le sens que nous souhaitions. »

► « - Que Pensez-vous de la démarche des photographes plasticiens contemporains face à la mémoire de la Shoah?

- Je remarque deux tendances dans la photographie contemporaine "artistique". D'un côté l'usage récurrent du flou, de l'autre la reproduction d'objets associés à l'univers concentrationnaire. Comme s'il n'y avait le choix qu'entre la recherche des "effets" de mémoire et la reproduction de codes. C'est de l'injonction mémorielle. Et puis quoi? Qu'est ce que cela nous permet de comprendre aujourd'hui? Ce n'est pas parce qu'on est artiste que l'on a forcément l'intelligence de traiter un tel sujet. Transmettre, oui! Mais transmettre quoi? Des scènes vides, des fétiches? » Extrait d'un entretien du philosophe **Philippe Mesnard** à Téléràma (10 janvier).

★ Lorsqu'on tape l'expression « le pire site du monde » sur le moteur de recherche altavista.com, on obtient en liens les plus pertinents et dans l'ordre : TF1, Le Nouvel observateur, Le Monde et Le Monde diplomatique.

► Afin de « se dédouaner de tout "postcolonialisme" » (dixit Libération, 15 janvier), les responsables du **Musée Guimet**, qui vient d'être entièrement restauré, ont débaptisé toutes les salles du nom des explorateurs auxquels il doit pourtant ses collections. « Nous sommes passés d'un musée de collections à un musée de civilisations » explique le conservateur, **Jean-Paul Desroches**.

► **Siemens** vient de débiter en janvier 2001 un test de trois mois auprès de 50 familles, qui ont confié leur progéniture à un petit boîtier, appelé Léonie. Muni de deux boutons, un vert et un rouge selon le degré d'urgence, l'enfant n'a qu'à presser un bouton pour être directement connecté avec un centre d'appel. Un agent peut alors transférer ou non l'appel aux parents ou contacter les urgences. On imagine les dérives possibles d'un tel système de surveillance.

► La nouvelle campagne d'affiches en faveur de la recherche contre le cancer en Angleterre comporte un grand portrait d'**Hitler** (et de Jack l'éventreur), afin de montrer à la jeunesse que le tabac est le plus grand « serial killer ». Le fait que le chancelier allemand soit non-fumeur et ait fondé personnellement, avec les dividendes de Mein Kampf, un institut de recherche contre le cancer, devait être inconnu des publicitaires.

► **Yahoo** n'a pas totalement abandonné la vente d'« objets nazis » sur Internet. On y trouvera encore les pièces de monnaie et les timbres parus sous le III^e Reich, considérés comme « non-apologétiques ».

► Ayant braqué une banque de Vancouver, un malfrat a commis l'erreur de s'engouffrer dans un taxi pour s'enfuir. La police n'a eu qu'à s'adresser à la compagnie de taxis, dont tous les véhicules sont équipés d'un système de positionnement GPS, pour le cueillir quelques km plus loin.

► Le mot « squaw » (femme indienne) va disparaître des westerns, des cartes de géographie et des livres d'histoire américains et canadiens, ce mot étant considéré comme « péjoratif » et « sexiste ». Finis donc les Squaw Valley, Squaw Fish Lake et autres Squaw Creek.

► Après cinq ans d'enquêtes, une historienne de l'art anglais, le Dr **Tricia Cusack**, vient de publier une longue étude où elle accuse les bonhommes de neige d'être racistes et sexistes. Selon elle, ce sont des symboles phalliques qui font passer la femme au second rang et menacent les minorités ethniques.

► **Kenneth Brannagh** a donné son accord pour interpréter le rôle de **Reinhard Heidrich**, l'adjoint d'**Heinrich Himmler**, dans Conspiracy, un film qui va reconstituer la conférence de Wannsee où aurait été décidée l'extermination massive des Juifs d'Europe. Sans doute pour faire « plus vrai », la conférence a été déplacée de 1942 à 1943 et elle est présidée par **Adolf Hitler** alors que ce dernier n'y était pas.

► De 1994 à 2000, environ 55 000 Allemands ont fait l'objet de poursuites pour leurs critiques de la démocratie et autres opinions non-conformes.